

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EN LOTTE



mensuel ouvrier révolutionnaire - I f -

N° 13

septembre 1977

Écrasons

la racaille raciste !

Nasri Abdel Malek vient d'être assassiné, il y a quelques jours à Marseille. C'est en passant par hasard dans la rue, qu' Abdel Malek a été abattu, seulement parce que c'était un Arabe.

En effet, Richard Navarro, chef d'équipe sur les docks, ne veut pas voir d'Arabes. Il a donc été en toute simplicité menacer le propriétaire algérien d'un café de son quartier, puis il est revenu avec douze de ses copains, armés.

... / ...

POINTS DE VENTE

Librairie du cinéma 14 juillet : 4 Bd Beaumarchais, II ème.
Librairie Arabe : 2 rue St Victor, 5 ème.
Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5 ème.
Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 4 ème.
Présence africaine : 16 rue des Ecoles, 5 ème.
La commune : 11 rue Barraud, 13 ème.
La Pochette : 5 rue Mirbail, 5 ème. Agora : 371 rue des Pyrénées
Syros : 9 rue de Borromée, 15°- 20 ème.
L'Harmattan : rue des 4.Vents, 6°-Les Ursulines, r. Gay-Lussac.
Beaux-Arts Monde, 410 r. Gay-Lussac-.Jonas, métro Tolbiac.
Olympic, r. Francis-de-Préssencé, 14 ème.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

T.I.L.

29 rue Descartes
75005.PARIS.

(Bien spécifier seulement T.I.L.)

SOMMAIRE

IMMIGRATION :

- p 1, 3 : Ecrasons la racaille raciste.
p 4, 5,6 : Grève des nettoyeurs du métro : un échec ?
p 6 : Sonacotra : seule la lutte paie!†
p 7, 8, 9 : Sonacotra : Une hausse des loyers...3 foyers
en grève.
p 9, 10, 11 : Le coup du million aux travailleurs immigrés
ne passera pas !

MAGHREB :

- p 12 : Algérie : Un été chaud !
p 13 : Algérie : La religion au service de la bour-
geoisie.
p 14, 15, 16. : L'autogestion dans l'Algérie de 1962, et sa ré-
-cupération.

INTERNATIONAL

- p 17 : Palestine : Arafat reconnaît l'Etat sioniste !
p 18 : Chine : Teng Shiao Ping : Le revoilà !

Dernière page : QUI SOMMES-NOUS ?

Ils ont bastonné le frère du propriétaire, et tout saccagé dans le café. Ensuite, ils sont sortis, et c'est à ce moment-là qu'ils ont croisé Nasri Abdel Malek, chauffeur-livreur, rentrant chez lui. Ils l'ont froidement abattu.

Navarro et son frère (complices) ont été arrêtés, et inculpés d'homicide volontaire. Mais les criminels racistes dans la région bénéficient généralement d'un non-lieu ; il est possible que ceux-ci n'aient pas trop à s'en faire. D'autant plus que la presse a essayé de faire passer l'assassinat de Nasri pour une banale querelle de voisins qui aurait dégénéré.

Mais non, mille fois non, il ne s'agit pas d'une querelle de voisins, mais d'un crime raciste, exécuté de sang-froid par un de ces commandos qui, périodiquement, agressent les travailleurs immigrés ; par un de ces commandos qui en ont tué cinquante en 1973.

Les travailleurs immigrés ne devront compter ni sur la justice, ni sur les syndicats, ni sur l'Amicale pour se défendre des racistes. Ils devront compter sur eux-mêmes et s'organiser afin d'écraser cette pourriture.

Mais attention ! Si nous devons être impitoyables avec la vermine raciste, il ne faudrait pas que nous mettions tous les Français dans le même sac. Parmi eux, nous avons des alliés : au moins les travailleurs, qui eux aussi subissent les attentats de la racaille des milices, du S.A.C ou de la CFT (police parallèle et milice patronale).

Et c'est avec ces travailleurs que nous devons nous unir, pour mettre hors d'état de nuire les ennemis de la classe ouvrière.

Grève des nettoyeurs :

un échec ?

Il y a maintenant trois mois, les nettoyeurs du métro se sont mis en grève. Les conditions de travail de ces nettoyeurs étaient et demeurent mauvaises. A tous les niveaux. Les salaires étaient des plus bas, aucune prime ou presque n'était accordée, la sécurité et l'hygiène totalement ignorées... Et on en passe.

C'est parce qu'ils en avaient assez de cette situation, que le mouvement s'est déclenché. Ils ont revendiqué notamment une augmentation des salaires, une prime pour les jours fériés travaillés, le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Pendant tout un mois, ces travailleurs ont fait preuve d'une combativité d'autant plus grande qu'il s'agissait là de leur première grève. Au bout de ce mois, finalement, la reprise du travail a été votée. La CFDT, qui a réussi à être ultra-majoritaire, est pour beaucoup dans cet arrêt. Aux premières miettes accordées par les patrons, sa volonté d'arrêter la grève devenait manifeste. Et elle est sortie une seconde fois vainqueur : le protocole d'accord a été signé.

Les revendications des nettoyeurs étaient partiellement satisfaites. Les 2300 F visés n'étaient pas obtenus, mais les salaires avaient augmenté ; la catégorie de nuit était passée en moyenne à 2000 F, celle du jour à 1800 F ; quant aux nettoyeurs de lampes, de portillons, etc..., eux devaient toucher environ 1860 F. La prime annuelle était passée de 450 F à 780 F ; une autre prime, de vacances, équivalant à 20 % du salaire après un an de travail, et à 32 % après 2 ans, était obtenue. Ainsi que l'était celle des dimanches travaillés : 75 % le premier dimanche du mois, 80 % le deuxième et le troisième dimanche du mois ; 100 % le quatrième.

Voilà essentiellement ce que contenait le protocole d'accord.

- Situation actuelle des nettoyeurs.

Le comité de grève, qui ne s'est pas dissous, a continué cependant à se réunir tous les samedis au siège de la CFDT.

.../...

Les délégués devaient exposer les problèmes de chaque équipe. C'est là qu'en principe devaient se prendre toutes les décisions et se coordonner toutes les actions.

Voilà, finalement, le seul acquis de cette grève. Et encore ne s'agit-il sans doute que d'un acquis temporaire. Car il est peu probable que la CFDT permette l'existence permanente d'un tel comité ; même s'il est contrôlé par elle.

Quoi qu'il en soit, nous le saurons tôt ou tard. Nous saurons si, déjà, le fait de ne plus appeler ce comité "comité de grève", mais "comité des six entreprises" est le début de la fin. Ce que nous pouvons dire en tout cas, c'est que le mot "grève" semble gêner la CFDT : l'idée de la reprise de la grève est toujours présente chez bon nombre de nettoyeurs. Donc, moins on utilisera ce mot, mieux se sentira la CFDT.

Nous disions que ce comité était le seul acquis, parce qu'en effet, deux mois après l'arrêt de la grève, la situation des nettoyeurs est exactement la même, sinon pire, que celle d'avant. Rien, strictement rien n'a été obtenu de fait. Toutes les promesses des patrons n'ont été que de la poudre aux yeux. Aucune des propositions du protocole d'accord n'a été respectée : les augmentations de salaire n'ont pas été accordées, le matériel (bottes, lunettes, blouses, ...) n'est toujours pas donné ; les vestiaires, les coins pour manger n'ont pas été aménagés, la sécurité et l'hygiène sont toujours aussi ignorées (signalons que dans certaines stations, les nettoyeurs refusent de descendre sur les voies tant que le courant n'est pas coupé)...

Dans certains cas, la situation est pire que celle d'avant. Des travailleurs n'hésitent pas à dire qu'en ce moment, les patrons prennent leur revanche, qu'ils se vengent. En effet, du moins pour un certain nombre, les nettoyeurs étaient autorisés à prendre jusqu'à trois mois de congé, dont deux sans solde. Maintenant, les patrons sont intransigeants à ce sujet : pas plus d'un mois.

De la même façon, le travail de chacun des nettoyeurs s'est quantitativement augmenté. Dans certaines équipes, des travailleurs sont prélevés et sont envoyés ailleurs. De cette manière, un travail effectué avant par une douzaine de nettoyeurs, ne l'est plus que par huit par exemple.

Comment a-t-on pu en arriver là, alors qu'incontestablement l'issue aurait pu être tout autre ?

La réponse est là, évidente : les bureaucrates syndicaux ont tout fait pour freiner le mouvement, comme ils l'ont fait dans bien d'autres luttes. Car il était possible d'appeler à la grève les différents secteurs de la RATP. Incontestablement, le rapport de forces eut été alors du côté des travailleurs et la satisfaction des revendications sûrement assurée. Il n'y aurait même pas besoin de se mettre en grève pendant un mois. Une semaine aurait suffi ...

Le 3 septembre, une assemblée générale, qui réunira l'ensemble des nettoyeurs, fera le bilan de la situation.

Une nouvelle grève sera-t-elle organisée ?

Quoique les conditions soient extrêmement difficiles, (situation financière des travailleurs, le Ramadhan,...) cela n'est pas exclu. Nous le saurons en tout cas dans les jours à venir.

Il reste aussi à espérer que les travailleurs auront tiré les leçons de la précédente grève quant à l'attitude de la CFDT, et qu'ils sauront se donner les moyens de parer aux manoeuvres bureaucratiques de celle-ci.

Sonacotra :

seule la lutte paie !

Nous avons déjà rendu compte du fait que la Sonacotra avait interdit à certains résidents l'accès à leur chambre (cf. TIL n°12), et des actions menées par le comité de coordination des foyers en grève à ce sujet. Le 10 août 1977, la cour du tribunal de grande instance de Paris, a ordonné la réintégration de 8 de nos camarades, résidant au foyer de l'avenue R. Rolland à St-Denis (93). Depuis plus d'un an, la Sonacotra leur avait interdit d'occuper leur chambre. Celle-là prétextait que ces résidents n'avaient pas réglé leur loyer, et avaient quitté leur chambre sans en avertir le gérant (ce qui est contraire au règlement intérieur), alors qu'ils ne pouvaient évidemment pas payer leur chambre, puisqu'ils étaient en grève.

Le tribunal justifie sa décision par l'art. 22 du règlement intérieur, qui dit qu'aucune expulsion ne pourra avoir lieu sans l'accord du comité de résidents, ou de la justice, s'il y a malentendu entre le gérant et le comité de résidents.

Néanmoins, la justice a beau citer cet article pour nous faire croire qu'elle est impartiale, cela ne nous trompera pas. Nous l'avons appris dans les luttes que nous avons menées. Mais il reste que si nous devons utiliser la justice dans nos luttes, ce n'est que sur nos propres forces qu'il faut compter, car la bourgeoisie se moque bien de ses propres lois quand elle en a besoin.

Sonacotra :

une hausse des loyers ...

Alors que depuis trente mois, les résidents en lutte exigent une baisse des loyers, alors qu'ils ont déposé une plainte contre la Sonacotra pour pratique de prix illicites, celle-ci augmente ses prix, et présente une lettre d'homologation de ses tarifs par la préfecture !

C'est en juillet que la Sonacotra a préféré appliquer, dans sa totalité, l'augmentation de 6,5 %, dont la préfecture a donné l'autorisation en deux étapes : 3 % dès la publication de l'arrête d'homologation, (donc pour juin 1977), et 3,5 % le mois suivant.

Par jour, les prix devraient donc passer de 7,50 F à 8,00 F en moyenne. Mais ceci n'est qu'une moyenne. Par exemple : pour des chambres de 4,5 m² ou 5,5 m² (les résidents disent plutôt des cercueils...), le loyer journalier sera de 6,70 F, soit environ 200 F mensuels. Autrement dit, les résidents auraient à payer trois fois plus que le prix normal par mètre carré en HLM !

Bien entendu, il fallait s'y attendre ; les prétextes que donne la Sonacotra sont le coût de la vie, l'inflation, la crise, etc ... et l'homologation par la préfecture des nouveaux tarifs. Il suffirait, pour répondre à ceci, de dire que nous sommes tous victimes de l'inflation et que cela ne justifie nullement que les loyers soient de trois fois supérieurs aux tarifs couramment pratiqués.

Quant à l'homologation des nouveaux tarifs de la Sonacotra par la préfecture, nous pouvons en tirer au moins une conclusion : si la préfecture autorise cette augmentation de 6,5 %, sans même que le tribunal ait légalisé les anciens tarifs, c'est donc qu'elle considère que ces derniers sont licites.

On savait déjà que les patrons, la justice, et la Sonacotra étaient complices : voilà qui démontre que la préfecture est aussi du coup.

Avec cette nouvelle augmentation, la Sonacotra n'a pas seulement l'intention de gagner plus d'argent sur le dos des travailleurs, même si c'est un motif important. C'est une épreuve de force que cette dernière tente d'engager contre les résidents.

En effet, la lutte dure depuis trente mois et a beaucoup fait parler d'elle pendant cette période. Autant que les centaines de luttes qui ont lieu partout en France, cette grève gêne la bourgeoisie française qui se prépare pour les élections de mars 1978. Et bien entendu, elle a choisi la période des vacances pour attaquer les travailleurs, sachant que c'est le moment où ils sont les plus vulnérables, parce que beaucoup d'entre eux sont absents.

La Sonacotra voudrait bien retrouver ses vieilles habitudes (deux ou trois augmentations par an), que les résidents ont su lui faire perdre à coups de trique. Mais il semble qu'elle ait mal calculé son coup, la preuve...

... 3 foyers en grève

L'annonce par la Sonacotra de l'augmentation n'a pas été sans susciter de réaction de la part des résidents. Déjà une quinzaine de foyers étaient en grève, avec pour plate-forme celle du comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte. Cinq autres foyers (Karl Marx, Quai-Saint-Denis, Bezon, Colombes et Montigny) qui avaient repris les paiements l'année dernière, réunis depuis quelque temps pour discuter de leurs problèmes et envisager des solutions, se sont mis en grève, présentant à la Sonacotra la plate-forme suivante :

- refus de l'augmentation
- application intégrale des protocoles d'accord déjà signés avec la Sonacotra
- dispense des paiements pour les chômeurs percevant une indemnité de moins de 75 % de leur salaire et pour les personnes en longue maladie.

Mais après la négociation qu'ils eurent le 23 juillet 1977 avec la Sonacotra, alors que deux foyers les avaient rejoint (Butte Blanche et Sannois) il semble qu'ils ne se réunissent plus.

Quoi qu'il en soit, seuls trois foyers restent en grève (celui de la rue Karl Marx, de la rue Butte Blanche,

et de la rue Montigny, tous trois à Argenteuil).
 Le foyer de la rue Butte Blanche a intégré le comité de coordination des foyers en grève et adopté sa plate-forme (voir ~~ci-dessous~~ au mois d'août, tandis que le foyer de la rue Karl Marx est en négociation avec ce dernier pour le rejoindre. Enfin, celui de la rue Montigny reste malheureusement isolé. Il maintient tout de même les revendications citées précédemment.

Pour conclure, nous pouvons dire qu'il n'est pas exclu que d'autres foyers se mettent en grève en septembre. En effet, la négociation avec la Sonacotra le 23 juillet 1977 des foyers en paiement, n'a pas abouti, et une autre réunion de négociation doit avoir lieu dans le courant du mois de septembre. Rien ne dit que les résidents s'entendront avec la Sonacotra et elle risque de passer un mauvais quart d'heure : nous nous en réjouissons par avance.

Le coup du million aux travailleurs immigrés ne passera pas !

Les patrons ont toujours fait appel aux travailleurs étrangers lorsqu'ils en avaient besoin. Les colonies françaises (Algérie, Tunisie, Maroc...) leur avaient servi de réserve de main-d'oeuvre, qu'ils utilisaient pour leurs besoins économiques ou militaires. Ils renvoyaient les travailleurs étrangers dès qu'ils ne devenaient plus nécessaires, comme cela s'est passé après la première guerre mondiale. Après la deuxième guerre, l'immigration devint un phénomène permanent.

Un cadeau ... pour les patrons

Avoir droit au million du retour n'est pas une si facile. En effet, il faut d'abord être demandeur d'emploi en situation régulière, et recevoir des allocations chômage. De

plus, c'est toute la famille qui est obligée de quitter la France dans les quinze jours qui suivent la demande. Le (la) "bénéficiaire" aura droit à 10.000 F, plus le billet du retour; l'époux (ou l'épouse) au chômage aura droit à la même somme. Mais s'il (elle) travaille, il (elle) ne recevra que 5.000 F, ainsi que les enfants mineurs, salariés ou au chômage. Les membres de la famille ni salariés ni chômeurs, ne percevront même pas le prix du voyage!

Pire! Il faut savoir qu'un chômeur, touchant la plus basse des allocations chômage, et ne percevant aucune aide familiale, toucherait pendant sa première année de chômage, près de 4.000 F de plus que le million attribué aux immigrés qui ont accepté de retourner au pays!

En plus, le "bénéficiaire" doit renoncer à tous ses droits sociaux (allocation chômage, allocation familiale, Sécurité sociale, retraite)!

En dernier lieu, l'aide n'est payable qu'à l'arrivée au pays et sera versée par le consulat de France ou l'O.N.I. On voit quelles sont les garanties!

Pourquoi le million ?

La bourgeoisie française, avec le million d'aide au retour, cherche à faire d'une pierre plusieurs coups. Elle veut renvoyer au pays les travailleurs étrangers qui ne rapportent plus de profits (les chômeurs). Elle veut aussi se dégager de la responsabilité du chômage et la faire endosser à l'immigration, et, à l'aide du racisme, tenter de diviser la classe ouvrière en montant les travailleurs français contre les travailleurs immigrés. Ainsi, le torchon d'extrême-droite "Minute" titrait : "le scandale du million aux immigrés"; elle veut que les travailleurs français disent : "on leur donne de l'argent et ils ne veulent pas partir". Le départ d'un certain nombre d'immigrés servirait aux capitalistes français. Ils feraient ainsi croire, en exportant des chômeurs, qu'ils ont créé des emplois, ceci en vue des élections de 1978. Mais un chômeur, qu'il soit au Maroc, en Tunisie, en Algérie ou en France est toujours un chômeur !

Si les patrons français ont recours au "coup" du million pour arriver à leurs fins, c'est qu'ils ne sont pas en mesure de faire ce que la bourgeoisie de la R.F.A a fait avec des centaines de milliers de travailleurs turcs : les renvoyer purement et simplement.

Il n'en reste pas moins que l'attaque que subissent actuellement les travailleurs immigrés est très grave, et il n'est pas exclu qu'il y en ait d'autres.

On sait déjà que cette mesure doit être étendue à tous les chômeurs, indemnisés ou non, puis à tous les salariés immigrés!! D'autant plus que l'impact de la campagne

.../...

La religion

menée par le gouvernement a été faible. A Paris, sur dix à vingt mille travailleurs, que les patrons espéraient voir tomber dans le piège, il n'y en a eu que 250 à 300.

D'ores et déjà, toute une structure répressive est en train de se mettre en place dans les ANPE et les centres d'ASSEDIC, visant à inciter les travailleurs immigrés à "retourner chez eux". Cela pour maintenir un climat de terreur, afin de rendre encore plus dociles les travailleurs immigrés, qui commencent à relever la tête depuis quelques années.

Le ministre de l'Industrie aurait déjà envoyé une lettre aux entreprises, suggérant de licencier en priorité les immigrés.

De plus, la tenue récente, par les ASSEDIC, d'un fichier spécial des immigrés chômeurs, et l'obligation pour les travailleurs immigrés de répondre par écrit à la proposition d'aide, tout cela, les sbires du patronat, veulent s'en servir pour tenir en laisse l'immigration.

Néanmoins, bien que nous devions rester sur nos gardes, ni cette attaque, ni les autres, ne nous feront peur. Le petit nombre de camarades qui sont tombés dans le piège, laisse penser que le patronat n'arrivera pas si facilement à ses fins !

Mobilisons nous :

- pour dénoncer cette tentative de division raciste et pour nous unir avec nos camarades français !
- pour imposer la suppression de tout contrôle de l'immigration !
- pour empêcher tout licenciement !

ALGÉRIE

Un été chaud

Malgré les perturbations climatiques exceptionnelles pour la saison, on a eu un été chaud en Algérie. Ce n'est pas du soleil qu'il s'agit, mais d'une série de grèves importantes, qui ont montré comment les travailleurs apprécient le prétendu socialisme de Boumediène.

Parmi les effets de la politique du pouvoir, on peut citer la hausse des prix, (voir TIL n° 9), les pénuries, le manque de logements, l'absence de structures sanitaires, et pour finir, la dictature. Il n'est pas utile de détailler ; les travailleurs ont là suffisamment de raisons d'en avoir assez. Et c'est par la lutte, qu'ils ont riposté à la politique d'austérité que leur impose le régime.

Au cours des deux derniers mois, ce sont d'abord les dockers qui se sont mis en grève (voir TIL n° 12) ; les cheminots ont suivi, puis les éboueurs de la ville d'Alger, puis les travailleurs de la RSTA (encore une fois), et pour finir les ouvriers boulangers qui ont refusé de travailler les deux premiers jours du Ramadhan. La revendication principale et commune à toutes ces luttes est la hausse des salaires.

Nous ne savons pas si toutes ces grèves ont abouti, mais nous pouvons dire par contre qu'elles ont un grand impact sur la population. Les gens dans les quartiers en parlent ouvertement et expriment leur sympathie aux grévistes. Le plus remarquable, c'est que malgré la répression que subissent les grévistes, le mythe de l'invincibilité du régime n'est plus aussi répandu. Evidemment, ce changement de l'état d'esprit des masses ne s'est pas produit en deux mois ; il est le fruit de bien des luttes qui ont eu lieu auparavant.

Incontestablement, ce regain de combativité de la classe ouvrière algérienne est un pas important sur le chemin si difficile de son émancipation de la dictature de Boumediène. Et même si nos luttes ne sont pas couronnées d'un succès immédiat, elles restent la seule solution à nos problèmes.

La religion au service de la bourgeoisie

En Algérie, le mois du Ramadhan est l'occasion pour le pouvoir, de tout faire pour promouvoir la religion. Mais ce mois de carême semble lui poser un petit problème.

En effet, El Moudjahid du 28.8.77 nous apprend, dans un article intitulé "Ramadhan et ... production", que : "Sous prétexte de jeûne, beaucoup de travailleurs n'accomplissent pas convenablement leurs tâches...", et le voilà qui questionne : "Pourquoi donc cette paresse, qui entraîne fatalement une diminution de la production nationale ?"

C'est vrai que pendant le mois de jeûne, la production baisse, et cela pour des raisons évidentes. Ce n'est pas agréable de trimer en temps normal, mais quand on est en plus obligé de travailler le ventre creux, et tiraillé par la soif, on ne se tue pas à la tâche. Et ceci d'autant plus qu'en Algérie, comme dans d'autres pays de dictature, la répression oblige les travailleurs qui veulent manifester leur mécontentement, à en faire le moins possible au boulot. C'est une forme spontanée, quoique passive, de résistance au régime.

Là où il semble y avoir une contradiction, c'est que pendant le mois du Ramadhan, la bourgeoisie semble bon gré mal gré tolérer cet état de fait. Pourquoi ? Sans doute parce que les avantages qu'elle tire de l'influence de la religion d'une façon générale, valent bien plus qu'un mois qu'elle ferait un peu moins de profits. En réalité, les mosquées sont des tribunes pour le pouvoir. Il y dispose d'une armée d'immams fonctionnarisés, qui prêchent la religion de Dieu et de Boumediène. Ces prêtres font de véritables meetings de soutien au régime. Tous les thèmes de la propagande officielle sont repris : réforme agraire, gestion socialiste des entreprises, etc...

Il est par conséquent primordial que les travailleurs voient ^{que} les immams sont des hommes de la bourgeoisie, que la religion sert les intérêts des exploités. Ce n'est pas un hasard, s'ils tiennent tant à nous bourrer le crâne de croyances obscurantistes. On veut nous faire croire qu'il y aura un paradis et qu'après notre mort, si nous avons été bien sages, nous pourrions y aller. Mais en attendant, ils nous exploitent et vivent sur notre dos.

Ayons foi en nous-mêmes ; donnons-nous les moyens d'en finir avec la tyrannie, la dictature, la misère ; organisons-nous et luttons.

L'autogestion

dans l'Algérie de 1962

et sa récupération

L'expérience autogestionnaire de l'Algérie nous intéresse à plus d'un titre : d'abord parcequ'elle a été au départ l'initiative spontanée des travailleurs algériens, et ensuite parceque son échec et sa récupération par la classe dominante nous sont d'un grand enseignement. Ce sont ces grandes lignes que nous allons tenter de tracer ici.

L'autogestion spontanée.

En 1962, on parlait beaucoup d'autogestion : pour le gouvernement, c'était la meilleure preuve, selon lui, qu'il était bien "socialiste", et qu'il privilégiait les travailleurs en les laissant s'organiser eux-mêmes. Mais qu'en était-il pour les travailleurs ?

Au lendemain de la guerre de libération, alors que le pays était complètement ruiné, de nombreux champs détruits par le napalm ou gagnés par l'érosion, les industries laissées à l'abandon, l'administration du pays inexistante, c'était une question de vie ou de mort que les travailleurs, ouvriers et paysans, réagissent et s'assurent une nourriture immédiate.

Par ailleurs, la crise politique entre le GRPA (gouvernement provisoire) et l'armée des frontières, qui déchirait la petite-bourgeoisie, laissait le champ libre aux initiatives des travailleurs.

C'est ainsi qu'après le départ massif des colons européens, les ouvriers se sont emparés d'un certain nombre d'usines, et ont entrepris de les faire tourner pour leur propre compte. Ils se sont payés eux-mêmes, ont organisé la vente de leurs produits, ont passé des accords avec d'autres entreprises de la même branche, etc... De même, les paysans se sont emparés des "biens vacants", et se sont mis à cultiver les terres laissées en friche, à s'organiser en collectivités agricoles, etc... Pourtant, il ne faut pas exagérer le phénomène : non seulement, fin 1963, il ne concernait que 180 entreprises (soit approximativement 10 % seulement des ouvriers de l'industrie et du bâtiment), et 2,7 millions d'hectares (sur 6,5 cultivés en Algérie), mais encore il eut à faire

.../...

face dès le début à la formidable désorganisation dans laquelle les colons avaient laissé le pays à leur départ (sabotages, départ des techniciens, clients, etc...), sans parler du fait que l'Algérie était loin d'avoir une infrastructure industrielle développée, puisque celle-ci depuis un siècle n'avait pratiquement été construite que pour les exportations de matières premières vers la France.

Les essais d'autogestion même limités de 1962 n'ont pas moins été une formidable expérience pour les travailleurs et une grande occasion de prendre conscience de leurs possibilités. Ce n'est qu'avec l'organisation, à tous les échelons de la petite-bourgeoisie, que celle-ci va tenter de juguler les "débordements" ouvriers et paysans, pour s'assurer une main-mise totale sur l'appareil de production.

L'autogestion "musclée", façon Ben Bella

La petite-bourgeoisie au pouvoir, qui jusqu'ici, s'était épuisée en vaines querelles de clans, et ne disposait d'aucun appareil de contrôle sur la production, va progressivement porter tous ses efforts à encadrer le mouvement autogestionnaire et à s'appropriier le surproduit et les bénéfices des entreprises autogérées. Tout en trompant les travailleurs par un langage "socialisant" et populiste, Ben-Bella va prendre toute une série de mesures destinées à récupérer le phénomène autogestionnaire, et à plier les travailleurs aux intérêts de la classe dominante.

Les décrets d'octobre 1962 et de mars 1963 légalisent l'autogestion, attribuent les biens vacants, jusqu'à gérés en vue du retour du propriétaire, à l'Etat algérien, et instituent un "comité de gestion" dans lequel est nommé un directeur et où l'Etat est directement représenté. Ces décrets permettent à la petite-bourgeoisie d'exercer un contrôle d'autant plus serré qu'elle a des représentants à tous les niveaux : comités de gestion, banques (contrôle sur les prêts), commercialisation de la production, etc...

L'autogestion, des lors, n'est plus qu'un terme habile pour cacher aux travailleurs leur récupération, l'Assemblée des travailleurs n'ayant de fait plus aucun pouvoir. Boumédiène, quant à lui, sera plus franc en balayant dans de nombreux domaines ces vestiges "autogestionnaires" tout formels, en permettant, par le biais des nationalisations, à la classe dirigeante de se constituer en véritable bourgeoisie. (seule l'"autogestion" agricole est encore là pour rappeler aux paysans qu'ils n'ont depuis longtemps plus aucun pouvoir).

.../...

L'autogestion

Les raisons objectives qui avaient permis l'autogestion dans l'Algérie de 1962 donnent leurs propres limites à cette expérience : c'est la désorganisation du pouvoir politique, la paralysie de l'appareil administratif, et la fuite des patrons (anciens colons), qui permirent aux travailleurs de gérer spontanément une partie des usines et des exploitations agricoles. Mais dès que la petite bourgeoisie a pu commencer à réorganiser les rouages de l'Etat, elle a pu mettre en place des structures pour récupérer le mouvement.

Pourquoi l'échec ? Essentiellement parce qu'à aucun moment, les ouvriers et les paysans n'ont essayé de coordonner leur expérience au niveau national, ni ne se sont organisés pour étendre leur contrôle aux autres entreprises et domaines agricoles, et pour combattre la petite-bourgeoisie montante.

De fait, l'absence de traditions de lutte, de perspectives politiques qui auraient rassemblé les travailleurs pour la prise du pouvoir, l'influence importante du nationalisme, et l'absence d'un parti organisé et structuré regroupant le prolétariat algérien et les masses laborieuses pour la lutte contre leur propre classe dominante, expliquent principalement que les travailleurs algériens n'aient pas su profiter du début de contrôle qu'ils avaient acquis sur une partie de la production.

Cependant, même si les travailleurs avaient pu prolonger plus longtemps cette expérience autogestionnaire, elle n'était de toute façon pas viable politiquement : en effet, comment un petit nombre d'entreprises et exploitations agricoles (comme c'était le cas en Algérie en 1962), pourraient-elles rester aux mains des travailleurs, alors que l'ensemble de la production est soumis au rendement, à l'exploitation salariée, à la concurrence, etc..., et alors que la bourgeoisie a tous les moyens économiques et surtout politiques pour les déposséder ?

Ainsi, toute tentative d'autogestion à l'intérieur d'un régime bourgeois est à long terme vouée à l'échec : seuls les travailleurs une fois au pouvoir pourront expropriar la bourgeoisie et faire tourner les usines dans leurs propres intérêts. Quant à l'"autogestion" façon Ben Bella ou Boumediène, (qui n'a plus d'autogestionnaire que le nom, puisque les travailleurs n'ont plus, même formellement, leur mot à dire), on sait ce qu'il en est : ce n'est qu'une des mille et une façons inventées par la bourgeoisie pour mieux exploiter les travailleurs !

PALESTINE

Arafat reconnaît l'Etat sioniste !

Aux dernières nouvelles, Yasser Arafat, leader de l'OLP, vient de reconnaître la "résolution 242" : il accepte, en d'autres termes, les frontières de l'Etat sioniste d'Israël, et cautionne du même coup rétrospectivement la politique sanguinaire et exploiteuse de la bourgeoisie sioniste. Cela revient tout simplement à approuver les massacres de milliers de travailleurs palestiniens, ces mêmes travailleurs que Arafat a toujours prétendu défendre !

En réalité, Arafat et sa clique sont prêts à toutes les courbettes, pourvu que leur soient garantis quelques strapontins au gouvernement du futur "Etat fantoche". Et cela, pendant que des combats violents se déroulent encore au Sud-Liban, entre l'armée sioniste et les masses palestiniennes.

On voit que ce ne sont que les intérêts de la bourgeoisie palestinienne qui font courir Arafat. Dans sa lutte, le peuple palestinien devra se démarquer radicalement de ses dirigeants de l'OLP ; ce n'est qu'en combattant les sionistes d'une part, et leur propre couche dirigeante nationaliste bourgeoise, en étroite solidarité avec les travailleurs de la région, que les Palestiniens oeuvreront réellement à leur libération.

CHINE

Teng Shiao Ping : Le revoilà !

Le XI ème Congrès du Parti communiste chinois vient d'avoir lieu. A part la consécration de Hua Kuo Feng, ce congrès a été l'occasion du retour officiel de Teng Shiao Ping, qui a retrouvé, après sa deuxième disgrâce, toutes ses fonctions à la tête de l'Etat chinois.

Il est important que nous apprécions correctement les événements intervenus depuis la mort de Mao, afin de comprendre sans équivoque la nature bourgeoise du pouvoir en Chine. C'est ainsi qu'en l'espace d'un an, la propagande officielle a présenté des dirigeants (le Gang des 4), jusqu'ici adulés et représentés comme d'éminents révolutionnaires, en traitres oeuvrant pour la perte de la Chine soi-disant socialiste. A l'inverse, Teng Shiao Ping et d'autres bureaucrates qui avaient longtemps été critiqués comme restaurateurs du capitalisme, se sont transformés en un clin d'oeil en ardents défenseurs du "socialisme" en Chine.

Que de bouleversements ! Si l'on avait été dupe de la propagande de Pékin, on y perdrait le nord. Elle affirme que la Chine est un pays socialiste, c'est-à-dire un pays où les travailleurs ont leur mot à dire, où les travailleurs ont le pouvoir ! Mais qu'en est-il en réalité ?

Tout une partie des membres du gouvernement et du parti ont été renvoyés sans qu'il y ait eu un seul débat public. Evidemment, il y en a eu après, quand tout a été décidé, mais c'était plutôt pour cautionner la politique décidée en haut.

On voit donc que, comme dans n'importe quel Etat bourgeois, en Chine les travailleurs sont les spectateurs de la vie politique. En réalité, malgré la phraséologie socialisante de Pékin, le pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie bureaucratique ; c'est elle qui décide. Et les travailleurs n'ont pas à choisir entre telle ou telle fraction de la bourgeoisie, Gang des quatre ou Teng Shiao Ping ; c'est de façon autonome qu'ils devront s'organiser et en fonction de leurs intérêts propres.

QUEI SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication d'un groupe de militants révolutionnaires algériens, fraction du mouvement communiste international. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle du pays d'origine. Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec un capitalisme d'Etat, - solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle. Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe par delà les limites nationales. Il n'y a pas, actuellement, de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction consciente du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A Y PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

(("Le Manifeste Communiste"))